

## COMMUNIQUE DU 29 juillet 2011

### GRÈVE OU PAS GRÈVE ?

#### Indispensable coordination des mouvements politiques et sociaux d'alternance

Dans un contexte général de remise en cause des élections de mars 2011 de Faure Gnassingbé, de mauvaise gouvernance économique soutenue indirectement par le Fond monétaire international qui offre de nouvelles capacités d'endettement à ceux-là même qui sont responsables de la mauvaise gouvernance, le ras-le-bol se généralise au Togo<sup>1</sup>.

#### 1. REPOUSSER LE RAS-LE-BOL JUSQU'À QUAND ?

Après les manifestations des étudiants réprimées sans ménagement, celles du personnel hospitalier auquel on a refait des promesses pour les calmer, c'est au tour des travailleurs du Transport, représentés par la Fédération Syndicale des Travailleurs du Transport du Togo et ceux du bois, représentés par La Fédération des Travailleurs du Bois et la Construction du Togo (FTBC-TOGO), de menacer d'aller en grève si une solution n'est pas trouvée à leur revendication précisée depuis le 20 juillet 2011<sup>2</sup>.

Suite à l'augmentation des prix des produits pétroliers du 14 Juillet 2011 par le gouvernement togolais, ceci sans préavis, ni négociation avec les représentants des différents responsables des secteurs productifs du pays, la FTBC-Togo a choisi d'utiliser les moyens légaux et confronter le Gouvernement togolais sur les faits.

En effet, tous ces mouvements de grogne sociale ont en commun l'incapacité de se rassembler pour comprendre que le gouvernement de Faure Gnassingbé ne crée pas des richesses additionnelles au Togo, donc pas d'emplois, donc pas de pouvoir d'achat. Le peu de richesse créée est réparti entre les membres du clan qui s'est élargi aux Amis de Gilchrist Olympio et d'autres dans l'ombre selon les règles ésotériques des réseaux occultes. A ce petit jeu, il est difficile d'avoir une approche commune, c'est-à-dire politique et sociale, qui permettrait un véritablement rassemblement populaire pour la défense du pouvoir d'achat au Togo.

Ayant compris cette erreur fatale de la lutte des Togolais et Togolaises qui préfèrent lutter en isolation, le gouvernement a compris qu'il suffit de les berner avec une fausse volonté de

<sup>1</sup> Voir l'interview du Dr Y. E. Amaïzo, Coordinateur général du [cvu-togo-diaspora.org](http://cvu-togo-diaspora.org) sur Africa 24 TV du 27 juillet 2011 en lien à cet article sur [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org).

<sup>2</sup> Voir les revendications: Echos du mouvement de grogne sociale au Togo : Grève d'aujourd'hui avortée à la dernière minute : Elle est repoussée pour deux semaines et elle sera relancée si les discussions n'ont pas avancé, 28 juillet 2011, voir < <http://www.togoportail.net/Echos-du-mouvement-de-grogne> > ainsi que < <http://cvu-togo-diaspora.org/2011/07/29/echos-du-mouvement-de-grogne-sociale-au-togo-greve-daujourd'hui-avortee-a-la-derniere-minute/5058> >, accédé le 29 juillet 2011.

# Mouvement Citoyen

négociation pour faire échouer des grèves, empêcher des prises de conscience collectives entre les étudiants, les travailleurs du bois, le personnel de santé et les politiciens dont les membres du Front Républicain de l'Alliance pour le Changement (FRAC), le Collectif pour la Vérité des Urnes qui ne demandent au fond que de la transparence et la possibilité d'offrir des choix effectifs au peuple togolais.

Faut-il rappeler que l'un des ministres au Gouvernement est un ancien chef syndicaliste qui a oublié de défendre ses anciens membres pour soutenir avec corps et âme la position du Gouvernement. De nombreux Togolais ont constaté qu'il a aussi pris beaucoup de poids et qu'en contrepartie, les luttes syndicales ont été ralenties au Togo. Mais le ras-le-bol et surtout la perte effective de pouvoir d'achat et l'incapacité des Togolais de l'extérieur, la fameuse Diaspora que le Gouvernement refuse de compter dans son dernier recensement, ne peut plus continuer à toujours envoyer de l'argent pour parer à la défaillance d'une gouvernance de l'arbitraire au Togo, gouvernance incapable de créer des richesses partagées et surtout de faciliter l'évolution de la classe pauvre du pays vers la classe moyenne. Le clientélisme du système RPT/AGO sert d'ersatz et beaucoup de Togolais et Togolaises semblent s'en accommoder. Mais pas tous ! La question reste ouverte : jusqu'à quand le Gouvernement RPT/AGO pourra-t-il repousser la grogne sociale et politique au Togo ?

## 2. LE RPT/AGO FAIT PERDRE DU POUVOIR D'ACHAT AU PEUPLE TOGOLAIS

En définitive, il faut que le Peuple togolais comprenne que la perte de pouvoir d'achat et les décisions unilatérales servant principalement à rembourser en priorité le FMI et préserver les intérêts des étrangers, quitte à affamer le peuple togolais, ne semblent pas poser de problème au régime RPT/AGO. Il suffit qu'ils y participent pour que le Peuple togolais devienne une priorité seconde.

La logique du cours de l'histoire est immuable... Quand la perte du pouvoir d'achat se transforme en cure d'amaigrissement forcée pour la population togolaise, alors, le peuple n'a d'autre choix que de retrouver dans la coordination des mouvements sociaux et politiques, une voie de salut. Après près de 44 ans d'un système qui a su rouler le Peuple togolais dans la farine, les conséquences désastreuses, tant au plan des droits humains, des lois liberticides sur les Médias, l'impunité érigée comme la loi de l'intégration du pouvoir (ceci en opposition à la séparation des pouvoirs dans toute République), l'absence de création de richesse partagée et la perte de dignité du Togolais et de la Togolaise risquent de faire la différence.

Dieu seul sait quand.

## 3. VERS LA COORDINATION DE TOUS LES MOUVEMENTS D'ALTERNANCE

3.1 Le CVU-Togo-Diaspora, en tant que mouvement citoyen indépendant, recommande aux mouvements togolais qui constatent les conséquences de la mauvaise gouvernance de Faure Gnassingbé et de son système RPT/AGO de **prendre conscience**

# Mouvement Citoyen

que sans un sursaut salutaire d'organisation commune des luttes politiques, des luttes syndicales et des luttes pour la dignité retrouvée du Peuple togolais, le **marathon démocratique pourrait durer plus longtemps** qu'ils ne pensent.

- 3.2 Le CVU-Togo-Diaspora rappelle que **le vrai problème, commun à tous les Togolais et Togolaises, est bien l'absence de création de pouvoir d'achat et d'emplois décents**. Le Gouvernement opte pour toutes les astuces pour modifier la Constitution, empêcher une véritable alternative de s'exprimer librement et dans la transparence pour faire croire qu'il n'existe pas de solutions alternatives pour résoudre les difficultés que rencontrent le Peuple togolais.
- 3.3 Le CVU-Togo-Diaspora recommande fortement que les responsables syndicaux et politiques, ensemble, prennent sur leur temps, pour réfléchir aux modalités de création de **coordination pacifique des mouvements sociaux et politiques associant fortement la Diaspora togolaise, celle qui ne s'est pas alignée sur (ou mieux profite) du système RPT/AGO**. Les discussions sectorielles ne vont que créer des frustrations et retarder le temps où la correction de l'usurpation du pouvoir et le hold-up sur la richesse du Togo deviendra une réalité, ceci en toute transparence et sans le faux apport de certains ecclésiastiques togolais qui confondent le mot paix avec « ne rien faire ».
- 3.4 Le CVU-Togo-Diaspora demande à la communauté internationale et africaine de **ne pas continuer à confondre diplomatie avec collusion avec le pouvoir RPT/AGO**. L'obligation de réserve ne permet plus de faire semblant de ne pas voir au grand jour, les conséquences de la falsification d'un pouvoir politique, d'un pouvoir économique, d'un pouvoir juridique, d'un pouvoir informationnel qui appartiennent au Peuple togolais. La Communauté internationale ne peut continuer à soutenir l'absence de vérité des comptes qui sont une des conséquences directes de l'absence de pouvoir d'achat et de création d'emplois au Togo. A terme, c'est bien cette même communauté internationale qui paye les pots cassés, non sans avoir profité de l'occasion pour placer ses agents privés, ces multinationales de moins en moins compétitives face à l'arrivée des entrepreneurs des pays émergents.



**Coordonnateur général**  
**Dr Yves Ekoué AMAÏZO**

